

Montréal, le 21 février 2011

Un an s'est écoulé depuis la mise sur pied de la Commission sur la question de mourir dans la dignité. Les députés de l'Assemblée nationale du Québec, après une première étape de consultation d'experts où ils ont reçu 30 mémoires, ont rédigé un document de consultation qui a servi de base pour la commission parlementaire itinérante qui se terminera le 24 février. On constate que le sujet intéresse et interpelle un nombre sans précédent de groupes et d'individus puisque plus de 300 mémoires et 6000 commentaires en ligne ont été envoyés aux députés.

Les arguments en faveur et contre la légalisation de l'euthanasie sont toujours les mêmes, ce qui était hautement prévisible. Toutefois, ce qui est absolument inadmissible, ce sont les manipulations mensongères de dérives, de meurtres, d'eugénisme et de pente glissante lancées contre des pays tels que les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse et les états américains, autant d'endroits qui ont osé faire des lois bien balisées et acceptées par leur population.

Il n'y a malheureusement pas que les individus mal informés qui ont brandi les menaces de dérives. De leur côté, les intervenants en soins palliatifs ne se sont pas contentés de demander des budgets pour développer davantage l'offre des services, ils ont aussi déployé énormément d'énergie à ériger un barrage systématique à tout changement législatif. Une centaine de médecins se sont opposés farouchement à la position officielle de leur ordre professionnel. En effet, le Collège des médecins du Québec et les fédérations des médecins spécialistes et omnipraticiens croient qu'il est éthique et possible que l'euthanasie soit pratiquée dans un cadre de soins appropriés.

Des groupes religieux ont aussi contribué en grand nombre à créer un climat de peur chez les aînés et les personnes vulnérables.

Nous croyons important de publier cette lettre que le Dr Marc Englert, médecin belge avait envoyée à la revue Marianne sous la rubrique Carte blanche. Comme vous le savez peut-être, le même débat a lieu chez nos cousins français et là-bas comme ici il n'est pas aussi respectueux qu'il serait souhaitable. Le droit à la liberté d'expression n'autorise pas la diffamation et la propagande fallacieuse. Quiconque a suivi les auditions de la Commission parlementaire aura compris que les opposants ont orchestré la désinformation sur les lois votées dans des pays démocratiques. Nous avons la responsabilité de rétablir les faits et de défendre la réputation de ces pays amis avec lesquels nous entretenons des liens de collaboration et d'amitié.

Nous avons toujours affirmé la nécessité d'améliorer la qualité et la quantité de soins palliatifs partout au Québec. Nous continuerons également à informer la population sur notre mission : celle du choix d'une personne en fin de vie ou vivant des souffrances insupportables de pouvoir obtenir une aide médicale active à mourir. Nous souhaitons que cette aide à mourir puisse être faite en complémentarité avec des soins palliatifs aussi bien à l'hôpital qu'à domicile.

Salutations distinguées,

Hélène Bolduc, présidente de l'AQDMD